

DÉMOCRATIE :

CHANCELANTE DEMOCRATIE, par Ignacio Ramonet .

A de multiples signes, on voit revenir, dans nos sociétés déboussolées, une troublante interrogation : la démocratie est-elle confisquée par un petit groupe de privilégiés ?

Parce qu'ils considéraient que la république devait se fonder sur le "contrat social", cette même hantise a conduit, pendant plus d'un siècle, les socialistes révolutionnaires (de Marx à Trotski en passant par Blanqui, Bakounine et Lénine) à combattre, au nom de la liberté, la "démocratie bourgeoise". En même temps, l'extrême droite cherchait à abattre le "parlementarisme".

La défaite des fascismes en 1945, puis l'effondrement des régimes communistes en 1989 semblèrent régler le problème. La thèse de Francis Fukuyama sur la "fin de l'histoire" pouvait triompher : la démocratie était l'horizon indépassable de tout régime politique. Et chacun de rappeler le célèbre aphorisme de Winston Churchill : .. "La démocratie est le pire des systèmes... à l'exception de tous les autres".

A la faveur de cette embellie, la démocratie s'est étendue partout en Europe de l'Est et dans les Etats nés de l'implosion de l'URSS. Mais aussi en Amérique latine, et, à la seule exception du monde arabe, en Afrique et en Asie. Au point que, rarissime à la veille de la Seconde Guerre mondiale, elle est devenue le régime politique dominant.

Et pourtant, de plus en plus nombreux sont ceux qui dénoncent ce système comme une imposture. En premier lieu parce que, en Europe, il a toléré l'apparition de 20 millions de sans-emploi et de 50 millions de pauvres...

Parce que certains Etats en viennent à accepter une sorte de tiers-mondialisation de leurs sociétés. Selon des rapports de l'ONU et de la Banque mondiale: "Au Royaume-Uni, les inégalités entre riches et pauvres sont les plus importantes du monde occidental, comparables à celles qui existent au Nigeria, et plus profondes que celles que l'on trouve, par exemple, à la Jamaïque, au Sri Lanka ou en Ethiopie".

Ainsi se lézarde la cohésion sociale au sommet se renforce une classe de plus en plus aisée (10 % des Français détiennent 55 % de la fortune nationale), tandis que, vers le bas, les poches de pauvreté s'élargissent.

Or on sait que des citoyens marginalisés sont incapables de profiter des libertés formelles et de faire valoir leurs droits.

Tout cela se produit dans un cadre économique où la finance triomphe. Le montant des transactions financières est 50 fois supérieur à celui des transactions concrètes de biens et de services.

Les marchés financiers imposent leur volonté aux dirigeants politiques. De même que naguère on pouvait dire que "deux cents MAX familles" contrôlaient le destin de la France, on peut affirmer à présent que "deux cents gérants" contrôlent le destin de la planète.

Pour dynamiser la mondialisation, les Etats ont accéléré le mouvement : en supprimant le contrôle des changes, en favorisant le libre flux des capitaux, en rendant "indépendantes" les banques centrales...

A tel point qu'ils ont placé les marchés financiers hors d'atteinte des gouvernements, qui en viennent même à abandonner toute velléité de politique budgétaire autonome et acceptent d'obéir à des logiques étrangères aux intérêts des citoyens.

C'est parce que les gouvernants se soumettent à la dictature des marchés financiers que le régime démocratique s'étend sans entrave à travers la planète. Naguère tout projet démocratique était féroce­ment combattu par les tenants du capital, alliés le plus souvent aux forces armées.

De la guerre civile d'Espagne (1936-1939) au renversement du président du Chili, Salvador Allende, en 1973, les exemples ne manquent pas de régimes démocratiques tragiquement abattus parce qu'ils s'attaquaient aux inégalités en répartissant plus équitablement la richesse. Parce qu'ils entendaient nationaliser (mettre au service de la nation) les secteurs stratégiques de l'économie.

Aujourd'hui, démocratie rime avec démantèlement du secteur d'Etat, avec privatisations, avec enrichissement d'une petite caste de privilégiés, etc. Tout est sacrifié (en premier lieu les conquêtes sociales) aux impératifs de l'économie financière.

En Europe, les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht sont devenus des absolus quasiment constitutionnels.

Si l'on ajoute à cela le cynisme de dirigeants qui, à peine élus, s'empres­sent de renier leurs promesses électorales ; le poids démesuré des groupes de pression ; et la montée de la corruption dans la classe politique, comment ne pas comprendre le discrédit qui la frappe ?

Comment ne pas voir que cette démocratie en panne favorise, en premier lieu, l'expansion de l'extrême droite ?

Chaque jour qui passe montre combien les élus, et en particulier les gouvernements, préfèrent les grands médias pour s'adresser aux citoyens, au mépris du Parlement. "*Gouverner, c'est communiquer*", semblent-ils dire. Et, bien sûr, dans leur esprit, communiquer, c'est mentir aux citoyens.

Comment ne pas comprendre la colère des gens confrontés, dans l'ensemble de l'Union européenne, à la marée des injustices ?

De quel droit les responsables politiques au pouvoir, qui pratiquent quotidiennement la guerre sociale, invoquent-ils, par peur d'un automne chaud, la nécessité de la "paix sociale" ?

Celle-ci n'est garantie que si la démocratie redevient le socle d'un nouveau contrat social.

Le Monde Diplomatique, octobre 96